

Les crédits HFLD émis à l'échelle des pays de manière conservatrice représentent des réductions d'émissions **additionnelles**

Voici une liste synthétique d'arguments et d'éléments probants expliquant pourquoi les crédits en faveur des zones à forte couverture forestière et à faible déforestation (HFLD en anglais), émis à l'échelle des pays et de manière conservatrice, sont un mécanisme particulièrement intègre. Ces crédits doivent en outre être considérés comme fongibles, ou échangeables contre tout autre crédit de réduction ou d'absorption des émissions, présentant le même degré d'intégrité. Une brève explication est également fournie de la raison pour laquelle les crédits HFLD sont additionnels, car ils prennent en compte les émissions qui se produiraient en l'absence de tout mécanisme de crédit. Pour plus de détails, se reporter au livre blanc « Justification des crédits pour les zones à forte couverture forestière et à faible déforestation », disponible via ce lien edf.org/HFLD.

La déforestation est une réalité dans les pays HFLD. Les forêts des pays classés dans la catégorie HFLD sont actuellement en péril, et les menaces qui pèsent sur elles évoluent rapidement.

- a) Selon une définition amplement utilisée, les pays HFLD ont généralement un couvert forestier d'au moins 50 % et connaissent un rythme de déforestation inférieur à la moyenne mondiale ⁱ. Les prédictions sont que la déforestation augmentera dans les tropiques en l'absence d'incitations économiques en faveur de la conservation des forêts, même dans les zones où historiquement la déforestation a été faible – zones HFLD ^{ii, iii}.
- b) Six pays *ont perdu* le statut HFLD ^{iv} au cours de la dernière décennie (2010-2019) – le Cambodge, la Colombie, le Laos, Samoa, Sao Tomé-et-Principe et la Zambie –, indication manifeste que le statut HFLD ne peut pas être conservé indéfiniment sans des interventions soutenues.
- c) L'empiètement sur les forêts se généralise, à mesure que les infrastructures et les activités extractives s'étendent à des zones jusque-là reculées : et les forêts toujours intactes sont également menacées par ces mêmes facteurs qui induisent une augmentation du taux de déforestation dans le monde entier, au nombre desquels la fluctuation soudaine des prix des matières premières ^{v, vi}.

Des interventions actives et continues sont nécessaires pour éviter la déforestation et conserver le stock de carbone forestier dans les zones HFLD.

- a) De nombreux territoires autochtones entrent dans la définition HFLD car ils abritent des forêts encore largement intactes ^{vii} et ont un couvert forestier plus dense que celui des zones adjacentes ^{viii} grâce aux efforts persistants de leurs habitants pour lutter contre les facteurs de déforestation ^{ix, x, xi}.
- b) Les pays HFLD mettent en œuvre les mêmes activités REDD+ que les pays non HFLD (p. ex., la mise en

place de plans de gestion forestière, l'établissement d'aires protégées, l'élaboration de règlements et de politiques REDD+, etc.). Si de telles interventions sont généralement considérées comme additionnelles lorsqu'elles sont menées par des pays non HFLD dans le but de *réduire* leur niveau de déforestation, elles sont interprétées de manière erronée comme non additionnelles lorsqu'elles le sont par des pays HFLD dans le but de *maintenir* leurs faibles niveaux de déforestation. Pourtant dans les deux cas, des activités similaires sont mises en œuvre pour conserver les stocks de carbone forestier existants, en s'attaquant aux divers facteurs de perte forestière – les pays HFLD partant tout simplement d'un niveau de déforestation moindre.

- c) Les interventions REDD+ allègent la pression causée par la déforestation, comme l'a montré le programme REDD+ réussi de la Guyane, exécuté entre 2010 et 2015, qui a permis de réduire de 35 % la perte de la couverture végétale ^{xii}.

La méthodologie actuelle de crédit HFLD (TREES) est suffisamment conservatrice pour éviter le risque d'attribution excessive de crédits.

- a) Les crédits HFLD récompensent les pays qui freinent les moteurs de la déforestation et œuvrent à la conservation de leurs importants stocks de carbone forestier, empêchant la perte prématurée de ces réserves de carbone. Les crédits HFLD sont un réel moyen de réduire les émissions.
- b) L'approche TREES incite les pays à gagner et à conserver leur statut HFLD, et pénalise toute augmentation des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts. Les crédits destinés aux zones HFLD supposent les mêmes remises que celles attribuées aux zones non HFLD, en lien avec les fuites, l'incertitude et l'inversion des tendances, et aussi les plans de mise en œuvre REDD+ visant à atténuer les facteurs de déforestation et de dégradation.
- c) La méthode TREES utilise un facteur conservateur pour calculer le niveau de crédit HFLD (jusqu'à 0,05 % du stock de carbone forestier). Si l'on considère que la séquestration annuelle du carbone dans les forêts tropicales intactes représente environ 0,3 % du stock moyen de carbone ^{xiii}, et que l'impact climatique de la préservation des forêts intactes est six fois plus élevé que les émissions perdues à cause de la déforestation prise isolément ^{xiv}, le constat est que la méthodologie TREES sous-estime probablement le gain climatique réel offert par ces forêts.

Le système de crédits HFLD renforce même davantage le caractère conservateur et la rigueur des mécanismes de crédit carbone forestier, car il limite les risques de fuite internationale et les incitations perverses à la déforestation.

- a) Le risque existe que la pression de déforestation se déplace vers les pays HFLD étant donné que les régions à forte déforestation s'efforcent de réduire leur propre taux local de perte forestière. Le déplacement des émissions par-delà les frontières, dû aux activités d'atténuation de déforestation dans certains endroits (phénomène aussi appelé *fuite* internationale), peut entraver les efforts de lutte engagés à l'échelle mondiale contre la perte des forêts ^{xv, xvi}.
- b) Des études suggèrent que la création d'incitations, par exemple l'achat de crédits carbone, pour maintenir les stocks de carbone dans les zones HFLD, peut être une solution efficace pour réduire le risque de fuite ^{xvii}. Une telle approche permet de faire en sorte que les zones où la déforestation est faible et où les efforts continus de réduction des émissions ont été efficaces (p. ex., les territoires autochtones) soient récompensées. Si tel n'était pas le cas, les propriétaires de terres ne recevraient ces crédits qu'après une augmentation de la déforestation – un résultat tout à fait pervers et myope.
- c) Différentes approches sont possibles lorsqu'il s'agit de concevoir les crédits HFLD : le plus grand avantage tiré

Ce contenu a été créé par Julia Paltseva, analyste principale, Solutions climatiques naturelles (EDF), Jason Funk (Conservation International), Paige Langer (World Resources Institute), Stephanie Wang (Wildlife Conservation Society) et Britta Johnston (EDF).

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à prendre contact avec Breanna Lujan, directrice principale, Natural Climate Solutions, EDF blujan@edf.org

de la limitation des émissions provenant de l'exploitation forestière et une meilleure relation coût-efficacité au niveau mondial résident dans l'inclusion, et non l'exclusion, des crédits HFLD dans le portefeuille international des stratégies REDD+ ^{xviii}. Proposer des incitations financières aux pays HFLD avant qu'ils ne subissent une pression accrue de déforestation est donc un moyen essentiel, et au demeurant équitable, de protéger les forêts à l'échelle mondiale au cours de la prochaine décennie.

Étude de cas

Le Guyana – une méthodologie de crédit HFLD suffisamment conservatrice pour prendre en compte le risque croissant de perte forestière

Le Guyana est un pays HFLD possédant plus de 18 millions d'hectares de forêt. Le principal moteur de la déforestation au Guyana est l'extraction de l'or. À l'heure actuelle, il existe plus de 7 200 concessions d'exploitation aurifère qui empiètent sur les paysages forestiers intacts de ce pays. Néanmoins, ces permis d'exploitation aurifère, dans leur majorité, en sont encore à la phase d'exploration. Si ces concessions passent à la phase extractive, cette activité risque d'entraîner la perte de 16 % de la superficie forestière du pays (environ 2,9 millions d'hectares).

Le Guyana a récemment reçu des crédits pour sa performance REDD+ sur la période 2016-2020, en ayant appliqué la méthodologie actuelle TREES pour zones HFLD. La portion conservatrice de l'ajustement HFLD de la méthode de crédit a entraîné un facteur multiplicateur inférieur à 0,05 % du stock de carbone forestier du pays. L'ajustement HFLD de l'approche TREES permet de protéger une superficie supplémentaire d'environ 7 000 hectares en évitant de telles pertes chaque année, en plus de la réduction des émissions dues à la déforestation ou à la dégradation, grâce aux autres efforts du pays. Mais cet ajustement conservateur touche moins d'un pour cent des terres qui, de fait, sont menacées de perte forestière au cours d'une année donnée en raison des concessions d'exploitation aurifère. De toute évidence, la plus grande partie de l'aire forestière du Guyana est potentiellement menacée ; pourtant, les crédits reçus ne lui permettent que de conserver une infime fraction de sa vaste superficie (18 millions d'hectares), en plus de ses efforts pour réduire ses émissions annuelles moyennes.

i Un pourcentage de 0,296, sur la base des données de FAOSTAT 2000-2010. Cette définition est fondée sur une approche historique observée sur 10 ans, présentée dans da Fonseca, GAB. et al. (2007). No Forest Left Behind. *PLoS Biol*, 5(8), e216.

<https://doi.org/10.1371/journal.pbio.0050216>

ii Busch, J. & Engelmann, J. (2017). Cost-effectiveness of reducing emissions from tropical deforestation, 2016–2050. *Environmental Research Letters*, 13, 015001. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/aa907c>

iii Mather, A. & Needle, C. (1998). The Forest Transition: A Theoretical Basis. *Area*, 30(2), 117–124. www.jstor.org/stable/20003865

iv. Le statut HFLD a été perdu en raison d'une couverture forestière inférieure au seuil de 50 % ou d'un taux de déforestation plus élevé que la moyenne mondiale, selon l'approche de da Fonseca et al. (2007), avec un taux de déforestation mondial moyen actualisé de 0,263 % basé sur les données FAOSTAT 2009-2019, présenté au Groupe de la Banque mondiale (2021).

Options pour la conservation des forêts stables. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/541251635971110855/pdf/Options-for-Conserving-Stable-Forests.pdf>

v Dezécache, C. et al. (2017). Gold-rush in a forested El Dorado: deforestation leakages and the need for regional cooperation. *Env Res Letters*, 12(3), 034013. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/aa6082>

vi Caballero Espejo, J. et al. (2018). Deforestation and forest degradation due to gold mining in the Peruvian Amazon: a 34-year perspective. *Remote Sensing*, 10(12), 1903. <https://doi.org/10.3390/rs10121903>

vii Fa, J.E. et al. (2020). Importance of Indigenous People's lands for the conservation of Intact Forest Landscapes. *Frontiers in Ecology and the Environment*, 18(3), 135-140. <https://doi.org/10.1002/fee.2148>

viii Walker, W.S. et al. (2020). The role of forest conversion, degradation, and disturbance in the carbon dynamics of Amazon indigenous territories and protected areas. *PNAS*, 117(6), 3015-3025. <https://doi.org/10.1073/pnas.1913321117>

ix Walker, W.S. et al. (2015). Forest carbon in Amazonia: the unrecognized contribution of indigenous territories and protected natural areas.

Carbon Management, 5(5-6), 479-485. <https://doi.org/10.1080/17583004.2014.990680>

x Alejo, C. et al. (2021). Are indigenous territories effective natural climate solutions? A neotropical analysis using matching methods and geographic discontinuity designs. *PLoS ONE*, 16 (7), e0245110. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0245110>

xi FAO et FILAC. (2021). Forest Governance by Indigenous and Tribal People. An Opportunity for Climate Action in Latin America and the Caribbean. Santiago. <https://doi.org/10.4060/cb2953en>

xii Roopsind, A. et al. (2019). Evidence that a national REDD+ program reduces tree cover loss and carbon emissions in a high forest cover, low deforestation country. *PNAS*, 116(49), 24492-24499. <https://doi.org/10.1073/pnas.190402711>

xiii Baccini, A. et al. (2017). Tropical forests are a net carbon source based on aboveground measurements of gain and loss. *Science*, 358(6360), 230-234. <https://doi.org/10.1126/science.aam5962>; Pan, Y. et al. (2011). A large and persistent carbon sink in the world's forests. *Science*, 333(6045), 988-993. [10.1126/science.1201609](https://doi.org/10.1126/science.1201609); Phillips, O. L. et al. (2009). Changes in Amazonian forest biomass, dynamics, and composition, 1980-2002. *Amazonia and Global Change*, 186, 373-387. <https://doi.org/10.1029/2008GM000739>.

Baker, T. R. et al. (2004). Increasing biomass in Amazonian Forest plots. *Phil Trans Royal Society B*, 359, 353-365. <https://doi.org/10.1098/rstb.2003.1422>

xiv Maxwell, S.L. et al. (2019). Degradation and forgone removals increase the carbon impact of intact forest loss by 626%. *Science Advances*, 5(10). <https://doi.org/10.1126/sciadv.aax2546>

xv da Fonseca, G.A.B. et al. (2007). No Forest Left Behind. *PLoS Biol*, 5(8), e216. <https://doi.org/10.1371/journal.pbio.0050216>

xvi Gan, J. and McCarl, B. (2007). Measuring transnational leakage of forest conservation. *Ecological Economics*, 64(2), 423-432. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2007.02.032>

xvii Busch, J. et al. (2009). Comparing climate and cost impacts of reference levels for reducing emissions from deforestation. *Environmental Research Letters*, 4, 044006. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/4/4/044006>

xviii Ibidem.

Ce contenu a été créé par Julia Paltseva, analyste principale, Solutions climatiques naturelles (EDF), Jason Funk (Conservation International), Paige Langer (World Resources Institute), Stephanie Wang (Wildlife Conservation Society) et Britta Johnston (EDF).

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à prendre contact avec Breanna Lujan, directrice principale, Natural Climate Solutions, EDF blujan@edf.org

Environmental Defense Fund
257 Park Avenue South
New York, NY 10010

T 212 505 2100
F 212 505 2375
EDF.org

Le Fonds de défense de l'environnement travaille dans le monde entier et a des bureaux à New York / Washington / San Francisco / Londres / Beijing / La Paz, Mexico et dans d'autres villes